



SciencesPo.

CERI
CNRS

CRISTINA FERNANDEZ DE KIRCHNER EN MARCHE VERS SA REELECTION

Darío A. Rodríguez

(Doctorant au CERI-Sciences Po)

Les résultats des élections primaires du 14 août dernier en Argentine, scrutin auquel chaque parti doit se soumettre et qui permet de sélectionner les candidats qui seront autorisés à concourir aux élections générales (présidentielle mais aussi parlementaires), nous permettent d'entrevoir le scénario politique qui se configure au regard de la prochaine élection présidentielle du 23 octobre. Ces élections primaires apparaissent en effet comme une répétition des élections à venir. Le triomphe de la présidente sortante Cristina Fernández de Kirchner avec 50,1% des suffrages et l'important écart de voix qui la sépare de ses concurrents les plus proches (le deuxième, Ricardo Alfonsín, a obtenu 12,2%, Eduardo Duhalde a recueilli 12,1% et Hermes Binner le 10,2%) confirment sa popularité. Nous pouvons donc avancer que, sauf imprévu de dernière minute, elle deviendra la première femme présidente à exercer un deuxième mandat consécutif dans l'histoire du pays. Un nouveau cycle politique semble s'inaugurer en Argentine.

Dans les mois qui ont précédé les primaires d'août, les résultats des élections provinciales (L'Argentine est un pays fédéral constitué par 24 provinces) qui ont eu lieu dans trois districts ont suscité l'inquiétude de l'exécutif quant à la confiance des électeurs à l'égard du gouvernement. Après les victoires aux élections locales de Catamarca et Salta, entre autres obtenues par le kirchnérisme, force politique représentée par le Front pour la victoire, les défaites enregistrées, tant à Santa Fe, où le Parti socialiste a triomphé et où le Front pour la victoire est arrivé en troisième position, qu'à Buenos Aires où Mauricio Macri s'est imposé et dans la province de Córdoba, où le référent historique du péronisme cordouan, Manuel De la Sota, a obtenu une indiscutable victoire avec son discours d'autonomie vis-à-vis du gouvernement national, ont transformé les élections primaires en une véritable épreuve du feu pour le kirchnérisme. Le résultat recueilli par la présidente a levé les incertitudes. Cristina Fernández de Kirchner a reçu le soutien massif de toutes les catégories socio-économiques (large appui des Argentins les plus humbles) et de l'ensemble du territoire (elle s'est imposée dans vingt-trois des vingt-quatre districts électoraux, dont ceux où le kirchnérisme avait été défait au niveau local). Contrairement à ce qui s'était passé à l'élection présidentielle de 2007, la présidente sortante est majoritaire dans les principaux centres urbains du pays (30,08% à Buenos Aires, 31,15% à Córdoba, 40% à La Plata) et conservé celui de la majorité des zones rurales. Le conflit qui avait opposé ces dernières au gouvernement tout au long de l'année 2008 sur les questions agricoles avait entraîné la défaite du kirchnérisme aux élections législatives de juin 2009. La large victoire obtenue aux primaires marque donc la fin du conflit qui opposait depuis les premiers mois de la présidence de Cristina Fernández de Kirchner le gouvernement aux agriculteurs et inaugure une nouvelle étape marquée par un processus de consolidation du *leadership* de la présidente.

Différents facteurs expliquent le succès et le retour de la confiance dont bénéficie le gouvernement que l'on constate dans les urnes. Le premier réside dans la mise en place de plusieurs politiques publiques : étatisation du système des retraites ; loi de régulation de l'espace audiovisuel ; l'établissement de l'assignation universelle par enfant (aide sociale versé pour chaque enfant des familles dont le chef est au chômage) ; et loi sur le mariage homosexuel. En deuxième lieu, on citera la mobilisation massive consécutive au décès, l'an passé, de l'ex-président Nestor Kirchner. Ces différents facteurs ont permis au kirchnérisme de se constituer des soutiens actifs au sein de la population. Cette force politique a su imposer ses décisions, garder l'initiative politique et discipliner les différents courants qui la composent. Les élections primaires témoignent également de la satisfaction d'une partie de

la population qui bénéficie de la croissance économique actuelle. Enfin, les difficultés de l'opposition à présenter un véritable programme alternatif ont certainement pesé.

Les élections primaires ont rendu concret le soutien dont jouissait le gouvernement depuis la fin de l'année passée. De plus, elles ont balayé les doutes qui subsistaient quant au poids réel des référents locaux du péronisme. En effet, Cristina Fernández de Kirchner n'a besoin d'aucun gouverneur pour conquérir l'électorat et préparer sa réélection. Elle a su recueillir un large consensus grâce à ses capacités de *leadership* au niveau de la gestion gouvernementale comme dans son parti ainsi que par son style politique, plus modéré, plus respectueux de la pluralité politique et moins marqué que dans le passé par l'opposition systématique à des « ennemis », parfois créés de toute pièce.

Cependant, considérant la nature changeante de la situation politique, notamment en Argentine en raison de la faiblesse des partis et des identités politiques et de la volatilité de l'électorat, le kirchnérisme devra éviter de répéter les erreurs du passé et veiller à ne pas perdre son capital politique en parvenant à affronter tant les défis économiques comme les problèmes politiques, notamment la relation avec le Parti justicialiste et les syndicats. Pour le premier de ces défis, malgré un taux de croissance soutenue, le gouvernement devra faire face tant aux déséquilibres économiques (contrôle de l'inflation par exemple) et gérer sa vulnérabilité due à la dépendance de l'Argentine, grand pays d'exportations), à l'évolution des prix, notamment agricoles, au niveau mondial. Concernant le second point, le Front pour la victoire semble avoir réussi à s'affirmer comme une force politique progressiste. Le kirchnérisme doit poursuivre sur la voie de la rénovation de la scène partisane et du champ syndical du pays. Sur ces terrains, l'action du gouvernement reste ambiguë : appel au renouvellement des acteurs d'un côté, reproduction et consolidation des structures de pouvoir existantes de l'autre. Cristina Fernández de Kirchner devra absolument innover pour parvenir à renforcer son *leadership*.